

Lettre de Jean Monnet à Robert Schuman (18 avril 1948)

Légende: Dans cette lettre adressée le 18 avril 1948 à Robert Schuman, président du Conseil français, Jean Monnet, qui négocie à Washington la répartition de l'aide matérielle et financière accordée à l'Europe dans le cadre du Plan Marshall, décrit l'état d'esprit de ses interlocuteurs américains et conclut à la nécessité de réaliser une fédération européenne.

Source: Jean Monnet, Robert Schuman, Correspondance 1947-1953. Lausanne: Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Centre de recherches européennes, 1986. 188 p. (Cahiers rouges). p. 35-38.

Copyright: (c) Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, Lausanne

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_jean_monnet_a_robert_schuman_18_avril_1948-fr-571914fa-e531-4d94-aa28-e550388ff8f5.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Lettre de Jean Monnet à Robert Schuman (18 avril 1948)

I – Je m’apprêtais à partir d’aujourd’hui pour être avec vous lundi en réponse à votre télégramme. Hier Hoffman m’a demandé d’avoir avec lui et ses collaborateurs personnels un échange de vues vers le milieu de la semaine car il a dû s’absenter pour quelques jours en Californie. Je connais Hoffman depuis longtemps; ses collaborateurs sont pour moi pour la plupart des amis de très longue date. Il a exprimé le désir d’examiner avec moi le programme qu’il se propose de suivre. Après m’en être entretenu avec Bonnet, nous n’avons pas douté que vous penseriez que je ne pouvais pas manquer cette occasion de discuter son programme avec Hoffman au moment même où ce dernier forme son opinion.

Bonnet vous télégraphie les grandes lignes de la conversation que nous avons eue avec lui hier. Nous avons affaire à un homme aux idées larges – réalistes – et avec lequel je n’ai pas de doute que notre collaboration sera aussi facile que le permettront les difficultés auxquelles lui même a à faire face. Je vous tiendrai au courant par télégramme, ou par mon collaborateur Hirsch, que je vous serai reconnaissant de recevoir. Aussitôt je partirai pour Paris et serai avec vous certainement à la fin de la semaine.

II – Nos affaires pour le Blé ont bien marché. Nous avons reçu pour mai une allocation supérieure à nos besoins – 126.000 tonnes de blé et 60.000 tonnes de farine. Depuis nous avons à nouveau, ainsi que vous en avez été informé, reçu une allocation supplémentaire de 45.000 tonnes de blé et 12.000 tonnes de farine, soit un total pour mai de 171.000 tonnes de blé et 72.000 tonnes de farine.

J’espère que la décision pour nos allocations de juin sera prise dans les prochains jours. J’ai vivement prié nos amis de prendre cette décision sans attendre que les allocations générales pour les autres pays soient arrêtées. Je pense en effet que si vous pouviez rapidement annoncer vous même publiquement que la soudure est définitivement assurée l’effet en serait grand, tant sur l’esprit public, qu’en ce qui concerne la collecte en France au cours des derniers mois.

J’ai poursuivi mon travail ici, ainsi que nous en avons convenu – sans qu’à aucun moment il y ait une négociation qui puisse donner lieu à publicités et par conséquent à inquiétudes en France. Quand tout sera terminé alors vous pourrez parler publiquement. La lenteur de ces arrangements tient à ce que les allocations de céréales se font à dates fixes, à tous les pays ensemble. Il a fallu faire exception pour nous et le faire sans attirer l’attention. L’administration américaine s’y est prêtée, mais cela après du temps.

J’ai reçu une lettre de Jouhaux me demandant s’il était possible d’obtenir une allocation de blé plus grande que les quantités que nous avons demandé afin de pouvoir porter la ration de 200 grs à 250 grs à partir de mai ou juin. Il me dit être d’accord avec vous sur le fait que cette mesure aiderait au règlement de la question des salaires.

Je ne pense pas qu’il nous soit possible d’obtenir ces quantités supplémentaires. Toutefois je m’emploie à faire augmenter l’allocation juin. Si je réussis, nous pourrions peut être augmenter la ration à 250 grs à partir du 1er juillet mais je ne veux rien vous promettre car nous avons déjà obtenu plus que le maximum.

III – Au cours de mon séjour ici j’ai vu en ami les nombreuses personnes que je connais depuis longtemps. Je vous en donnerai le détail à Paris. J’ai naturellement été en rapport journalier avec Bonnet que j’ai tenu au courant de toutes les conversations que j’ai eues. Vous connaissez assez l’Amérique pour savoir que ces conversations ont été des conversations amicales, officieuses et découlant tout naturellement des rapports personnels amicaux et souvent intimes que j’ai ici depuis longtemps.

Je suis heureux de mon voyage. Après deux années d’absence, mes impressions sont plus vives que si je m’étais tenu en rapport constant avec ici. Les changements me sont apparus plus nettement mais aussi ma conviction sur ce qui est l’essentiel de la vie américaine a été renforcée. Ce pays est toujours animé par une force dynamique qui vient de la nature même de chaque individu. L’Amérique est en marche, mais elle n’est ni réactionnaire ni impérialiste. Elle ne veut pas la guerre, mais elle la fera si c’est nécessaire. Sa résolution sur ce point est très ferme. Mais pas une résolution aveugle. Je vous expliquerai la transformation qui s’est produite ici au cours des dernières semaines: on est parti de la préparation pour la guerre – on en est à la

préparation pour empêcher la guerre – et maintenant se dessine l'idée d'une possibilité de détente. En tout cas l'état actuel des esprits responsables est: résolution ferme mais prudence.

Je préfère vous rapporter verbalement mes observations et mon opinion sur cet aspect de l'attitude américaine et ce que nous en pouvons attendre.

Mais il faut nous rendre compte, ainsi que je vous le disais plus haut, que l'Amérique est animée essentiellement d'une volonté d'action – action chez elle – et aussi chez les autres – action pour elle veut dire à l'heure actuelle empêcher la guerre, aider l'Europe de l'ouest à se reconstruire et préparer les voies, à l'arrêt de l'expansion russe. Pour cela ils vont faire un effort considérable. Ils se rendent parfaitement compte que l'aspect financier en est redoutable pour eux: le Plan Marshall et les crédits militaires qui ne font que débiter vont représenter une charge énorme – l'inflation des prix est certaine ainsi d'ailleurs que l'augmentation des impôts. Tout en ayant la volonté de faire l'effort, le Congrès ne votera les crédits qu'après des débats difficiles. Hoffman aura une tâche ardue lorsqu'il viendra devant le Congrès, en février prochain, demander le vote des crédits de la deuxième année du Plan Marshall. Il y pense déjà et déjà s'y prépare.

Dans l'esprit de tous ici l'effort européen doit correspondre à l'effort de ce pays – effort de production d'abord – effort aussi d'une autre nature. Ils aideront ces efforts de toutes sortes de manières et avec détermination. Mais il faut bien nous rendre compte que, tant les dirigeants ici, que l'opinion publique, attendent beaucoup de nous. Nous nous exposerions à de cruelles déceptions en pensant que les crédits Marshall continueront longtemps si l'Europe ne peut pas montrer rapidement une production accrue et modernisée.

Je ne peux pas m'empêcher d'être frappé de la nature des relations qui risquent de s'établir entre ce grand pays dynamique et les pays d'Europe s'ils demeurent dans leur forme et leur mentalité actuelles: il n'est pas possible, à mon avis, que l'Europe demeure «dépendante» très longtemps et presque exclusivement pour sa production, des crédits américains, et pour sa sécurité, de la forme américaine, sans que des conséquences mauvaises se développent ici et en Europe.

Toutes mes réflexions et mes observations m'amènent à une conclusion qui est maintenant pour moi une conviction profonde: l'effort des pays de l'Europe de l'ouest pour être à la mesure des circonstances, du danger qui nous menace et de l'effort américain a besoin de devenir un effort européen véritable que seule l'existence d'une fédération de l'ouest rendra possible. Je sais tout ce qu'une telle perspective représente de difficultés mais je crois que seul un effort dans ce sens nous permettra de nous sauver, de demeurer nous mêmes et de contribuer essentiellement à éviter la guerre.

A ce propos Spaak, quand il était à Washington, m'a dit qu'il m'avait proposé comme président du comité exécutif des Seize. Je lui ai dit que je ne le désirais pas – D'abord parce que la réalisation du Plan en France est devenue maintenant possible du fait des crédits Marshall, et que la réalisation rapide est encore plus urgente pour les raisons que je vous explique ci-dessus. En outre je crois que les membres du comité exécutif des Seize devraient être Cripps, Mayer et leurs collègues. J'ai ajouté que la seule tâche à laquelle, en dehors du Plan, je serai prêt à me consacrer serait de contribuer à l'élaboration d'une véritable Fédération de l'ouest.

[signature]